



DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) APPLICABLE A L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA)

FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE DISPOSITIFS MEDICAUX POUR DEFIBRILLATION CARDIAQUE

DCE 2025/0630/EdA-DA

ANNEXES :

- Annexe 1 : Gabarit Articles
- Annexe 2 : Gabarit Prestations
- Annexe 3 : Evolution de la convention SOLAS
- Annexe 4 : Déclaration d'expédition
- Annexe 5 : Déclaration VGM

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES GENERALES.....	5
1.1 OBJET DE L’ACCORD-CADRE	5
1.2 PARTIES CONTRACTANTES	5
1.3 FORME ET NATURE DE L’ACCORD-CADRE	5
1.4 IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES	5
1.5 DUREE ET RECONDUCTION	5
1.6 CLAUSE DE REEXAMEN	6
1.8 NON-RECONDUCTION.....	6
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES.....	7
2.1 PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE	7
2.2 EXHAUSTIVITE DES PIECES.....	7
2.3 AUTRES PIECES DE REFERENCE	7
ARTICLE 3 – PRIX DU MARCHE	8
3.1 FORME DES PRIX	8
3.2 OFFRES PROMOTIONNELLES	8
3.3 REVISION DES PRIX	9
3.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE	9
ARTICLE 4 – MODALITES D’EXECUTION	10
4.1 GABARITS DE REFERENCEMENT	10
4.2 REFERENCEMENT DE NOUVEAUX ARTICLES	10
4.3 EMISSION DU BON DE COMMANDE	10
4.4 PREPARATION DE LA COMMANDE.....	11
4.4.1 <i>Dispositions générales.....</i>	<i>11</i>
4.4.2 <i>Délais de péremption.....</i>	<i>12</i>
4.4.3 <i>Dispositions spécifiques pour les commandes destinées à l’export.....</i>	<i>12</i>
4.4.4 <i>Dispositions spécifiques pour les fournitures dangereuses</i>	<i>13</i>
4.4.5 <i>Rupture de stock/substitution.....</i>	<i>13</i>
4.5 LIVRAISON / MISE A DISPOSITION DES FOURNITURES	13
4.5.1 <i>Livraison au profit de clients situés en métropole.....</i>	<i>13</i>
4.5.2 <i>Livraison au profit de clients situés à l’étranger ou en Outre-Mer.....</i>	<i>14</i>
4.5.3 <i>Frais de livraison</i>	<i>14</i>
4.5.4 <i>Délais de livraison.....</i>	<i>14</i>
4.5.5 <i>Contenu du récépissé / bon de livraison (non valorisé)</i>	<i>15</i>
4.6 VERIFICATION ET ADMISSION	15
4.6.1 <i>Vérification et admission des fournitures</i>	<i>15</i>
4.6.2 <i>Vérification et admission des prestations</i>	<i>16</i>
4.7 REPRISE DES MATERIELS USAGES	16
4.8 ANNULATION	16
4.9 MATERIOVIGILANCE.....	16
4.10 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	17
ARTICLE 5 – DEVOIRS ET OBLIGATIONS DES PARTIES.....	17
5.1 DEVOIRS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	17
5.2 CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	18
5.3 PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE.....	18
5.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVES A LA SECURITE ET A LA CONFIDENTIALITE	18
5.4.1 <i>Sécurité intérieure</i>	<i>18</i>
5.4.2 <i>Confidentialité.....</i>	<i>19</i>
5.4.3 <i>Données personnelles.....</i>	<i>19</i>
5.5 ASSURANCE ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE	19

5.6	PERSONNEL DU TITULAIRE	20
5.7	DROIT ET OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR	20
ARTICLE 6 – GARANTIE ET SAV		20
ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE		21
ARTICLE 8 – FACTURATION ET MODALITES FINANCIERES		21
8.1	FACTURATION	21
8.2	INTERETS MORATOIRES.....	22
8.3	DELAIS DE PAIEMENT.....	22
8.4	NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	22
8.5	AVANCES ET ACOMPTES	22
ARTICLE 9 – PENALITES		22
9.1	PENALITES APPLICABLES	23
9.1.1	<i>Pénalité pour retard de livraison</i>	23
9.1.2	<i>Pénalité pour emballage non conforme (standard ou dangereux)</i>	23
9.1.3	<i>Pénalité pour non-respect du calendrier.....</i>	23
9.1.4	<i>Autres pénalités</i>	23
9.2	NOTIFICATION DES PENALITES	23
ARTICLE 10 – RESILIATION		23
ARTICLE 11 – LITIGES ET DIFFERENDS.....		24
ARTICLE 12 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX		24

CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Le présent marché est établi par référence :

- au Code de la Commande Publique et notamment l'article R2122-3 ;
- à l'arrêté du 30/03/2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- aux articles R6311-14 et R5212-25 du Code de la Santé Publique ;
- au décret n° 2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes, pris en application de la loi n°2018-528 du 28 juin 2018 (impactant les articles R157-1 à 4 du CCH) ;
- au décret n° 2018-1259 du 27 décembre 2018 ainsi qu'à l'Arrêté du 29 octobre 2019 relatifs à la base de données nationale des défibrillateurs automatisés externes (DAE) ;
- à l'arrêté du 29 octobre 2019 relatif aux défibrillateurs automatisés externes et à leurs modalités de signalisation dans les lieux publics et les établissements recevant du public

Ces textes sont disponibles sur le portail internet «Légifrance» : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

PRÉSENTATION DE L'ECONOMAT DES ARMÉES

Etablissement public à caractère commercial, l'Economat des Armées (EdA) est une centrale d'achat et un prestataire de services dédié au soutien des forces armées et des formations administratives du Ministère des Armées.

L'article L3421-1 du Code de la défense dispose que l'EdA « a pour objet le soutien logistique et la fourniture de services, de denrées et de marchandises diverses aux formations militaires en France et à l'étranger, ainsi qu'aux parties prenantes collectives et individuelles autorisées par le ministre de la défense ».

Les cœurs de métier de l'EdA sont l'approvisionnement des forces armées en denrées alimentaires et matériels, la restauration collective et privée, la gestion de libre-service et de centres de loisirs, ainsi que la fourniture de prestations de service externalisées, dans les domaines de la téléphonie, de la restauration et de la logistique notamment, en France et à l'étranger.

L'EdA exerce ses activités au quotidien dans des conditions variées sur le territoire national, en outre-mer et à l'étranger.

L'administration, le soutien et le pilotage opérationnel sont centralisés à Pantin dans les locaux de la direction générale.

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES GENERALES

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet la fourniture de dispositifs médicaux pour défibrillation cardiaque ainsi que les accessoires associés.

La prestation complète comprend :

- ✓ la fourniture et la livraison des matériels aux bénéficiaires ;
- ✓ l'installation et la mise en service des matériels ;
- ✓ une initiation à l'utilisation et un accompagnement à la mise en place des modalités de vérification périodique entre deux visites de maintenance ;
- ✓ Pour les matériels destinés à l'étranger, une formation (à distance) à la maintenance ;
- ✓ la déclaration des dispositifs sur la base de données nationale des défibrillateurs automatisés externes (DAE) conformément aux exigences de l'arrêté du 29 octobre 2019 ;
- ✓ la garantie pièces et main-d'œuvre des matériels fournis.

Le présent CCAP définit l'ensemble des prestations attendues, ainsi que les conditions selon lesquelles le titulaire assure leur exécution. Le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective de l'accord-cadre à bons de commande.

Le détail des prestations attendues est décrit dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Parties contractantes

L'accord-cadre est passé entre :

✎ d'une part, l'Economat des Armées (EdA) en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « l'acheteur » ;

✎ d'autre part, l'entreprise dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

1.3 Forme et nature de l'accord-cadre

Il s'agit d'un marché passé selon une procédure adaptée (MAPA) en application de l'article L2323-1 du Code de la Commande Publique.

La procédure vise à passer un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum garanti, avec un montant global estimé à **100.000 € HT** sur la durée totale du marché.

Le montant global maximum est fixé à **221.000 € HT**.

1.4 Identification des bénéficiaires

Ces achats sont réalisés par l'Economat des Armées (EdA), au profit :

- des sites gérés par l'EdA en France métropolitaine et d'éventuels clients « Métropole » de l'EdA
- des formations militaires française et d'éventuels clients de l'Economat des Armées stationnés en Outre-Mer et à l'étranger
- de l'Economat des Armées pour ses besoins propres ;

✎ ci-après dénommés le(s) « bénéficiaire(s) »

1.5 Durée et reconduction

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois ; cette date constitue la date anniversaire de l'accord-cadre considéré.

L'accord-cadre est tacitement reconductible deux (2) fois douze (12) mois à compter de sa date d'anniversaire. Dans le cas où l'accord-cadre à bons de commande est reconduit, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Le début d'exécution des prestations est conditionné à la passation d'un bon de commande.

1.6 Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ prestations supplémentaires de fournitures ou de services en vertu de l'article R2194-2 et R2194-5 ;
- ✓ intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent accord-cadre ;
- ✓ ajustement de la durée de l'accord-cadre ou des coûts des prestations, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation;
- ✓ cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire , à certaines conditions ;
- ✓ reprise de l'exécution de l'accord-cadre par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur ;
- ✓ augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de l'accord-cadre est supérieur à 50 % du montant maximum global de l'accord-cadre.

Il est entendu que les modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord-cadre.

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'un acte modificatif émis par l'EdA et est notifié au titulaire par tout moyen permettant d'attester de sa bonne réception.

1.8 Non-reconduction

Conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique, chaque reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

En cas de non-reconduction souhaitée par l'acheteur, celui-ci informe le titulaire au plus tard quatre (4) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Dans ce cas, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective de l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES
--

2.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Conformément à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS 2021), l'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

a. Les pièces particulières

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes, renseignés, datés et signés par la personne habilitée à engager le titulaire ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le dossier technique fourni par le titulaire comprenant notamment le(s) catalogue(s), les tarifs publics et remisés du titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original ; elles sont conservées dans les archives de l'acheteur et font seules foi.

- Les bons de commande.

b. Les pièces générales

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS-arrêté du 30 mars 2021), sauf dérogations mentionnées à l'article 12 du présent CCAP, et dans la mesure où ses dispositions ne sont pas contraires à celles qui suivent, lesquelles prévalent ;
- les normes professionnelles en vigueur à la date de notification, prévues dans le cadre du règlement du travail lié au présent accord-cadre ;
- la législation et la réglementation en vigueur pour les prestations objet de l'accord-cadre ;
- les pratiques et coutumes de la profession.

Les accords-cadres sont régis par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif aux accords-cadres doit être rédigé en langue française.

2.2 Exhaustivité des pièces

L'accord-cadre, constitué des documents contractuels définis précédemment, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Leurs dispositions prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'acheteur et le(s) titulaire(s) préalablement à la signature de l'accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, les documents commerciaux, etc.

2.3 Autres pièces de référence

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre se substituent aux documents de référence.

ARTICLE 3 – PRIX DU MARCHÉ

3.1 Forme des prix

Les prix et les taux de remise applicables au titre de l'accord-cadre sont mentionnés en annexe de l'acte d'engagement.

Les prix, exprimés en euros HT et TTC franco France métropole, sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres indiquées à l'acte d'engagement.

Ils sont mixtes :

- Unitaires pour les matériels et fournitures ;
- Forfaitaires pour les prestations de service.

Ils comprennent notamment :

- l'ensemble des exigences décrites par les documents de l'accord-cadre ;
- les personnels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les indemnités liées aux conditions de travail ;
- tous les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- tous les équipements individuels des personnels ;
- les frais d'encadrement ;
- les frais de déplacement ;
- tous les frais généraux, charges sociales, fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture et la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au transport (chargement, livraison, déchargement, etc.) jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils sont fermes la première année puis révisables annuellement, en cas de reconduction de l'accord-cadre, dans les conditions fixées à l'article 3.3 du présent document.

Durant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

3.2 Offres promotionnelles

Tous les prix de l'accord-cadre peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
- une augmentation en performance technique à des prestations à prix identique ;
- une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;
- une combinaison de points listés ci-dessus.

Le Titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine. Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des bénéficiaires potentiels de la promotion.

En cas d'accord de l'EdA, ce dernier émet un certificat administratif

3.3 Révision des prix

Les prix sont révisables, à la baisse comme à la hausse, conformément aux modalités ci-après mentionnées :

- Le titulaire transmet par lettre recommandée avec accusé de réception (AR) les nouveaux tarifs proposés, ainsi que tous documents justificatifs à l'acheteur dans les trois (3) mois qui précèdent la date anniversaire de l'accord-cadre ;
- Aucune demande de révision ne peut être accordée au titulaire avant que ne s'écoule un délai de deux (2) ans à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre.
- La procédure de révision ne peut avoir d'effet rétroactif.

Le mode de calcul de la révision s'établit comme suit :

a) Pour les matériels et fournitures

Le titulaire peut proposer une révision tarifaire par ajustement des prix sur justificatif. Cette demande nécessite l'approbation de l'acheteur sur tous les postes indiqués au Tableau de Présentation des Offres (TPO) et BPU en annexe de l'acte d'engagement.

Les pièces justificatives pertinentes peuvent prendre les formes suivantes :

- les valeurs des indices professionnels de référence en cas de proposition de formule d'ajustement des prix (indices adaptés au secteur, pertinents et probants) ;
- les articles de presse d'organisations professionnelles, de syndicats professionnels, de presse nationale ou internationale, etc.

b) Pour les prestations de service

Concernant l'ensemble des prestations de services, la révision des prix s'effectue en appliquant la formule suivante :

$$P_{Ur} = P_0 (S1/S0)$$

- P_{Ur} = prix unitaire révisé ;
- P_0 = prix d'origine ou dernier prix révisé ;
- S_0 = dernier indice SYNTEC publié à la date de la précédente révision ou indice d'origine (dernier publié à la date de signature de l'accord-cadre)
- S_1 = dernier indice publié à la date de révision.

Le nouveau tarif, s'il est validé par l'acheteur, est applicable à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre. A défaut de transmission dans les délais et conformément aux modalités requises, l'ancien prix est reconduit pour l'année.

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

3.4 Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnités la partie non-exécutée de l'accord-cadre, à la date d'application des prix révisés, lorsque la hausse demandée est supérieure à 3% du prix initial fixé par l'accord-cadre.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION

Durant toute la durée de l'accord-cadre, l'EdA, centrale d'achat, reste le seul intermédiaire entre les destinataires des fournitures et le titulaire ; les contacts directs entre titulaire et clients finaux ne sont pas tolérés.

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte (ex : rappel de produit en cas de défaut de fabrication...) envers l'acheteur lors de la réception de la commande.

4.1 Gabarits de référencement

Le titulaire doit impérativement fournir dans les quinze (15) jours ouvrés qui suivent la demande de l'acheteur, l'annexe 1 « gabarit articles » et l'annexe 2 « gabarit prestations » du CCAP, sous format xlsx, intégralement renseignées.

De plus, le titulaire fournit à l'acheteur, pour chacune des fournitures listées gabarit articles :

- la fiche technique avec visuel (qualité HD et PNG.) ;
- la notice d'utilisation, d'entretien et de maintenance ;
- la liste des pièces détachées et consommables associée ;
- la période de disponibilité des pièces détachées et consommables ;
- les conditions et durée de garantie.

L'ensemble des documents transmis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Le titulaire doit fournir, ses fiches techniques, notices d'installation, consignes de maintenance et d'entretien sur un support informatique conventionnel (PDF exploitable).

Le titulaire donne son accord à l'acheteur pour l'exploitation de ses documents commerciaux (visuels, fiches techniques...). L'acheteur s'engage à n'exploiter ces documents que durant la validité de l'accord-cadre.

Il est impératif que les fiches techniques transmises par le titulaire contiennent - au minimum - les informations suivantes : libellé, référence, caractéristiques/composition, dimensions, conformité aux normes en vigueur, préconisations de stockage et d'entretien, précaution et/ou aptitude à l'emploi.

A chaque changement de référence des fournitures de l'accord-cadre et du catalogue du titulaire, celui-ci s'engage à en informer, sans délai, l'acheteur. L'intégration des nouvelles références est soumise à l'acceptation de l'acheteur. Dès validation de l'acheteur, le titulaire est tenu de remettre dans les trois (3) jours ouvrés le gabarit articles mis à jour, ainsi que l'ensemble des documents susmentionnés.

Une fois l'accord-cadre notifié, l'acheteur procède au référencement :

- d'une part, des fournitures listées dans le bordereau des prix unitaires (annexe 2 à l'acte d'engagement) ;
- d'autre part, des fournitures (entrant dans le périmètre de l'accord-cadre) retenues dans le(s) catalogue(s) général(ux) du titulaire.

Cette sélection constitue le catalogue restreint spécifique de l'acheteur.

4.2 Référencement de nouveaux articles

Durant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur peut compléter son catalogue restreint, en procédant au référencement de nouvelles fournitures (entrant dans le périmètre de l'accord-cadre considéré), incluses dans la gamme du titulaire.

Le titulaire est alors tenu de transmettre l'ensemble des informations requises, mentionnées à l'article 4.1 du présent document.

4.3 Emission du bon de commande

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande établis par différentes directions / divisions de l'acheteur. Il peut notamment s'agir de la Direction International et Opérations (DIO), le

Département Infrastructure - Moyens Généraux (DIMG), la Direction France Restauration (DFR), la Direction France Distribution (DFD).

Les adresses de livraison, conditions de livraison et les modalités d'accès au site sont indiquées dans chaque bon de commande, ou, font l'objet d'une communication ultérieure par l'acheteur dans un délai de 24 à 48 heures, à réception des poids et volumes indiqués dans le courriel de confirmation transmis par le titulaire.

Les bons de commande sont exclusivement émis par voie électronique ou par écrit. Aucune commande ne peut être prise en compte si elle est passée oralement.

La commande fait l'objet d'une confirmation sous 48 heures (J + 2 avant 12h) de la part du titulaire ; J étant le jour de la passation de la commande, pour toute commande passée avant 12h.

Le courriel de confirmation, adressé au service de l'acheteur qui a émis le bon de commande, doit comporter au minimum les informations suivantes :

- les références de l'accord-cadre ;
- les références de la commande (date, numéro, destination) ;
- l'objet de la commande ;
- le code service EdA (ex : DIMG_GEN) ;
- la référence fournisseur et le libellé de chaque fourniture (en identifiant **clairement** les manquants, les substitutions, les fournitures fragiles et les matières dangereuses) ;
- la quantité et le prix par fourniture ;
- l'unité de commande ;
- la date et le lieu de livraison ou d'enlèvement (*mise à disposition*) ;
- le nombre de colis, palettes et leurs dimensions précises (hauteur, longueur, largeur) ;
- le poids et le volume par colis, palette et total, en distinguant clairement les fournitures fragiles et les matières dangereuses ;
- la valorisation de la commande.

L'acheteur insiste sur l'importance de fournir les informations logistiques demandées et les précisions conditionnant le bon acheminement des fournitures. En cas d'erreur dans la transmission des informations logistiques, les frais engendrés sont intégralement refacturés par l'acheteur au titulaire.

En cas de désaccord sur la commande¹, le titulaire et l'acheteur se rapprochent pour établir un rectificatif sous 72 heures maximum à compter de l'envoi du courriel de confirmation.

Dans le cas où le titulaire est amené à proposer des substitutions, celles-ci doivent impérativement être acceptées par l'acheteur.

Si le titulaire n'est pas en mesure d'honorer la commande dans sa totalité et dans les délais prévus par l'accord-cadre, il doit en informer le service émetteur dans les 72 heures suivant la réception du bon de commande, à défaut, des pénalités s'appliquent.

A réception de la confirmation de commande, l'acheteur peut éventuellement, être amené à passer une ou plusieurs commandes complémentaires, dans le but d'optimiser le chargement lors de la livraison / mise à disposition des fournitures. Le titulaire est alors tenu de transmettre toutes les informations logistiques requises, liées à la (aux) commande(s) complémentaire(s).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de l'accord-cadre considéré.

4.4 Préparation de la commande

4.4.1 Dispositions générales

Le titulaire respecte la réglementation des transports terrestres, maritimes et aériens, le cas échéant en matière d'emballage.

¹ exemple : refus des substitutions proposées, modification des quantités commandées, annulation de certaines lignes de commande...

Le titulaire est tenu d'un devoir de conseil auprès de l'EdA.

Le titulaire conditionne les fournitures de façon à éviter tout endommagement susceptible de survenir lors de leur manutention/transport.

Le titulaire encourt des pénalités en cas de mauvais conditionnement. Sa responsabilité est engagée en cas de détérioration des fournitures. Le titulaire assure les fournitures, contre les chocs, les intempéries, les vols et autres dégradations.

L'étiquetage de chaque colis doit faire apparaître :

- le n° de commande (ex : 031/BNG/CPO) ;
- le poids brut du colis ;
- la destination finale (ville et/ou pays) et la désignation du client final figurant sur le bon de commande.

Ces mêmes informations doivent être reprises sur l'état de colisage qui accompagne impérativement chaque colis.

Le titulaire s'assure de la présence sur les colis des marquages nécessaires en fonction des matériels transportés : « *FACES FRAGILES* », « *HAUT/BAS* », « *NE PAS COUCHER* », « *NE RIEN GERBER AU DESSUS* ».

Pour des raisons de sûreté, le titulaire s'engage, sauf exigences expresses :

- à ne faire apparaître sur le conditionnement, l'étiquetage et l'emballage des produits, aucune mention permettant d'identifier clairement le ministère des armées comme client ou destinataire des marchandises ou des matériels transportés et livrés ;
- à fournir des produits dont le conditionnement et l'emballage sont conçus de manière à pouvoir détecter facilement leur ouverture (cartons scotchés, bagues d'inviolabilité, opercules, bandes de garantie etc.).

Lorsque le marquage des colis et/ou palette n'est pas respecté, la livraison effectuée par le titulaire peut se voir être refusée par l'acheteur, son représentant et/ou prestataire logistique. Cela s'applique également en cas de mauvais conditionnement des commandes.

Les frais générés par le défaut de marquage des colis/palettes, sont intégralement refacturés au titulaire défaillant.

4.4.2 Délais de péremption

Le délai de péremption des consommables livrés doit être compatible avec leurs modalités de gestion. La durée de validité des articles livrés ne doit pas être inférieure à celle annoncée au BPU ou au dossier technique.

Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable de l'acheteur.

4.4.3 Dispositions spécifiques pour les commandes destinées à l'export

L'acheteur insiste sur le fait que, pour toutes commandes et plus particulièrement celles destinées à l'export, les emballages de protection des matériels doivent être adaptés à l'exportation sur de longues distances, avec plusieurs ruptures de charges, ainsi que de nombreuses manutentions.

Le titulaire assure la protection des fournitures, contre les chocs, les intempéries, les vols..., en utilisant par exemple et selon le type de matériel :

- des coussins d'air ;
- des cartons double ou triple cannelure ;
- du film rétractable pour protéger des intempéries ;
- du film opaque pour masquer le contenu du colis et ainsi apporter plus de sécurisation ;
- des intercalaires en carton ou en plastique pour stabiliser la charge ;

- des sachets ou barquettes anti-humidité ;
- des box palettes en cartons résistants ;

4.4.4 *Dispositions spécifiques pour les fournitures dangereuses*

Les documents suivants doivent impérativement accompagner toute commande de fournitures déclarées dangereuses au regard de la réglementation relative au transport des marchandises dangereuses (TMD) :

- déclarations spécifiques à établir par le titulaire ;
- fiches techniques, fiches d'information, notice de maintenance, certificats de conformité, déclaration de produits dangereux ;
- l'intégralité des fiches de données de sécurité.

Selon les destinations, il peut également être demandé au titulaire de joindre à ces documents :

- Les certificats d'origine des fournitures ;
- Un visa d'exportation délivré par l'ambassade du pays concerné

L'ensemble des documents doit être remis à l'acheteur lors de la confirmation de la commande.

En cas d'incapacité du titulaire de satisfaire aux exigences de la réglementation spécifique, les matières dangereuses font l'objet d'une préparation distincte afin d'être adressées à un spécialiste agréé ; cette incapacité n'est donc pas un motif d'exclusion de l'accord-cadre.

4.4.5 *Rupture de stock/substitution*

Dans l'éventualité où le titulaire n'est pas en mesure d'honorer une commande suite à une rupture de stock momentanée sur un ou plusieurs articles ou un arrêt de fabrication de la fourniture, le titulaire informe le service émetteur de la commande dans les 48 heures, et propose un article de substitution ayant à minima les mêmes caractéristiques qualitatives.

Le prix de l'article de substitution doit être identique au prix de l'article manquant, sauf si l'article substitué est moins onéreux.

Pour chaque commande, les substitutions doivent impérativement être identifiées et acceptées par l'acheteur. L'acheteur informe le titulaire par écrit de sa décision d'accepter ou non l'article de substitution.

4.5 **Livraison / mise à disposition des fournitures**

Le titulaire dispose des moyens en personnel et matériels (type transpalette, diable, hayon...) nécessaires à la parfaite réalisation des prestations de livraison.

Les commandes ne doivent pas être scindées et doivent parvenir en une seule fois à la destination indiquée dans le bon de commande. Chaque commande doit correspondre scrupuleusement à la commande validée par l'acheteur.

Il n'est pas permis de procéder à des envois partiels sauf à la demande expresse ou après accord écrit de l'acheteur

Toute livraison qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations du présent article peut être retournée au titulaire à ses frais.

4.5.1 *Livraison au profit de clients situés en métropole*

Les fournitures font l'objet de commandes distinctes par destination (en général, une commande par site) et doivent être livrées sur site par le titulaire, aux lieux et dates convenus lors de la passation/confirmation de commande.

Le titulaire :

- est responsable du transport des fournitures ;
- réalise ou fait réaliser la livraison aux date et lieu convenus lors de la passation / confirmation de commande ;
- ou le cas échéant, le transporteur auquel il fait appel, est tenu lors de la livraison des fourniture, de respecter le protocole de sécurité du site concerné.

4.5.2 Livraison au profit de clients situés à l'étranger ou en Outre-Mer

L'acheteur est susceptible d'approvisionner plusieurs clients au sein d'une même zone géographique. La marchandise fait donc l'objet de commandes distinctes, chaque commande impliquant une confirmation, une préparation et une facturation par client final.

Le titulaire établit la documentation correspondant au transport qui lui incombe et, le cas échéant, au mode d'expédition jusqu'au client final (terrestre, aérien ou maritime).

Suivant les destinations et les modes de transport mis en œuvre, il peut également être demandé au titulaire d'établir les documents douaniers.

Les adresses de livraison et les modalités d'accès au site sont indiquées dans chaque bon de commande, ou font l'objet d'une communication ultérieure, dans un délai de 24 à 48 heures, à réception des poids et volume transmis par le titulaire.

Deux modes de mise à disposition peuvent se présenter :

- Livraison en région parisienne ou étendue (départements limitrophes) :

Le titulaire :

- ✓ est responsable du transport des fournitures ;
- ✓ réalise ou fait réaliser la livraison aux date et lieu convenu lors de la passation / confirmation de commande. S'il fait appel à un transporteur, celui-ci effectue le déchargement des fournitures sur le lieu de livraison ;
- ✓ prend rendez-vous - 48 heures avant la date de livraison prévue - avec le prestataire logistique de l'acheteur, pour livrer la marchandise.

- Envoi des fournitures par colis postaux aux HUB Armée et/ou messagerie du titulaire :

Le titulaire :

- ✓ est responsable de l'expédition des fournitures ;
- ✓ respecte les délais de livraison convenu lors de la confirmation de commande ;
- ✓ adresse l'ensemble des informations - en temps réel - de suivi d'expédition des fournitures.

4.5.3 Frais de livraison

Les commandes destinées à la métropole et à l'export sont réputées franco de port, en France Métropolitaine.

Les envois par colis postaux aux HUB Armée à l'étranger ou en Outre-mer font l'objet d'un devis préalable adressé, pour accord, à la direction/division de l'acheteur qui a émis le bon de commande.

4.5.4 Délais de livraison

Les commandes doivent être préparées par le titulaire dans le délai respectant impérativement la date arrêtée par l'acheteur pour la livraison des matériels.

Le titulaire livre les commande urgentes dans un délai maximum de 48 heures et les commandes standard dans un délai maximum de 96 heures (4 jours).

Le délai de livraison (exprimé en jours ouvrés) commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au transitaire ou réceptionnaire final (signé des deux parties), ou par la signature du bon de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire. Toute réserve de la part du réceptionnaire, qu'il soit transitaire ou réceptionnaire final, doit être reportée sur le récépissé / bon de livraison au moment de la réception.

4.5.5 Contenu du récépissé / bon de livraison (non valorisé)

Chaque livraison de marchandises doit être accompagnée des récépissés / bons de livraison correspondants, soit un récépissé / bon de livraison par client final.

Les récépissés / bons de livraison ne sont pas valorisés et doivent comporter au minimum les informations suivantes:

- l'identification du titulaire ;
- les références de l'accord-cadre ;
- les références de la commande ;
- l'adresse de livraison ;
- la date d'expédition ;
- l'identification des fournitures livrées (libellé, référence fournisseur, unité de vente, volume) ;
- le cas échéant, l'identification des matières dangereuses / fournitures fragiles ;
- le nombre de colis et/ou de palettes ;
- le poids brut et volume total de la commande emballée ;
- le nom et l'adresse du destinataire final (site bénéficiaire, ville, pays).

Rappel : aucun prix ne doit figurer sur les documents accompagnant les marchandises.

Les récépissés / bons de livraison sont adressés dès que la livraison des fournitures est effectuée - par le titulaire - par courrier électronique (*adresse email communiquée lors de la passation des commandes*) à la direction/division de l'acheteur qui a émis le bon de commande.

4.6 Vérification et admission

4.6.1 Vérification et admission des fournitures

La vérification des fournitures livrées au transitaire ou à l'entrepôt en France Métropolitaine est quantitative. Lors de la livraison, les fournitures doivent être correctement emballées dans des conditionnements permettant un contrôle rapide et non ambigu.

La vérification qualitative des fournitures est effectuée à réception par le destinataire final.

Tout écart entre le bon de commande et la livraison réelle (produits manquants, détériorés...) constitue une non-conformité. Dans ce cas :

- il peut être procédé à l'admission sous réserve des vices cachés, à l'ajournement, à la refaction ou au rejet des fournitures.
- les dispositions de l'article 30 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent
- le délai de déclaration des litiges à réception ne peut être inférieur à 48 heures.

En cas de rejet, le titulaire met à disposition de l'EdA - selon le mode opératoire convenu avec l'EdA - des matériels de remplacement de qualité conforme aux exigences de l'accord-cadre, dans un délai n'excédant pas 15 jours calendaires à compter de la notification du rejet.

Conformément aux dispositions de l'article 30.4.3 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les fournitures rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le bénéficiaire, aux frais du titulaire.

Les fournitures rejetées, dont la garde dans les locaux du bénéficiaire présente un danger ou une gêne conséquente, peuvent être immédiatement évacuées ou détruits, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

En cas de retour de fournitures pour non-conformité liée notamment à son étiquetage, son adressage, à un événement lié à la matériovigilance (cf. article 4.9), à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés (l'enlèvement, le transport, les droits et taxes...) sont à la charge exclusive du titulaire.

L'admission des fournitures entraîne le transfert de propriété.

4.6.2 Vérification et admission des prestations

Le titulaire demeure responsable des prestations jusqu'à décharge par contrôle contradictoire ou vérification du service fait. Toute clause contraire mentionnée sur une facture ou tout autre document est réputée nulle et non avenue.

A l'issue de l'exécution totale des prestations par le titulaire, le bénéficiaire en prononce l'admission, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux dispositions de l'accord-cadre.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la date de fin d'exécution desdites prestations.

4.7 Reprise des matériels usagés

Lors de la réparation ou du remplacement des fournitures, le titulaire assure l'enlèvement et la reprise gratuite, des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), conformément aux informations qui lui sont transmises par l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit de demander au titulaire – lors de la passation de commande – de procéder au démontage des matériels usagés qui doivent être repris.

4.8 Annulation

Le titulaire est informé que l'EdA peut être amené à annuler un bon de commande.

Pour les prestations non exécutées, le titulaire peut, sur la base de justificatifs, prétendre à une indemnité correspondante aux dépenses qu'il a engagées pour pouvoir satisfaire à ses obligations contractuelles et, le cas échéant à la perte de la marge bénéficiaire qu'aurait dégagée l'exécution de la totalité des prestations prévues dans le bon de commande.

En tout état de cause, cette indemnité ne saurait être supérieure à 5 % du montant HT du bon de commande concerné. Le titulaire est informé que la réception d'un livrable, produit ou d'une prestation ne fait pas automatiquement l'objet d'un règlement et que celui-ci peut être partiel.

4.9 Matériovigilance

Tout dysfonctionnement ou événement indésirable d'un matériel, survenant lors de l'utilisation, fait l'objet d'une déclaration par l'acheteur auprès du titulaire.

En fonction du degré de criticité, le titulaire signale l'incident à l'ANSM (Agence Nationale du Médicament et des Produits de Santé), en application des articles R5212-1 à R5212-3 du Code de la Santé Publique.

4.10 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'Econamat des Armées peut faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, s'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des fournitures ou prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers de l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Dans ce cas l'acheteur effectue les démarches nécessaires conformément aux modalités ci-après mentionnées :

- 1ère étape : l'acheteur adresse au titulaire, une mise en demeure rappelant au titulaire son obligation de résultat ;
- 2ème étape : le titulaire dispose d'un délai pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées.

Ce délai est de :

- o **10 jours calendaires** pour la fourniture de matériels et la maintenance préventive
- o **48 heures** pour la maintenance corrective
- 3ème étape : si la mise en demeure reste infructueuse, l'acheteur peut faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire. Si le prix proposé par le tiers est supérieur au prix de l'accord-cadre, le titulaire supporte le différentiel.

Le titulaire défaillant n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et tous moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et qui sont nécessaires à l'exécution de ce dernier par le tiers désigné par l'acheteur.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10% du montant des fournitures ou prestations concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de **50 euros**.

ARTICLE 5 – DEVOIRS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 Devoirs et obligations du titulaire

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dès lors que le marché lui est notifié et ce, pour toute la durée de l'accord-cadre qui en résulte. Il :

- exécute l'ensemble des prestations décrites dans le présent document, dans leur intégralité, de manière soignée, avec compétence et de manière continue conformément à la réglementation en vigueur et aux règles et usages de la profession ;
- respecte les délais et les prix indiqués dans son offre ;
- désigne dans son offre, et pour toute la durée de l'accord-cadre, un responsable (interlocuteur unique de l'acheteur pour toute question relative à l'exécution de l'accord-cadre) qui suit et coordonne l'action des différents intervenants et le représente face à l'acheteur. De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution de l'accord-cadre ;

- est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables aux prestations, objet de l'accord-cadre. Ces mesures sont susceptibles de faire l'objet de contrôles et de demandes de mise en conformité de la part de l'acheteur ;
- informe au plus tôt l'EdA de tout empêchement afin qu'une solution palliative puisse être conjointement trouvée. Il est force de proposition. A défaut d'alerte, en cas de dysfonctionnement impactant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'expose aux pénalités décrites à l'article 9 du présent document.

5.2 Changement dans la situation du titulaire

Le Titulaire est tenu de communiquer immédiatement à la Direction des Achats de l'EdA les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il se présente,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à sa nationalité,
- à son domicile ou à son siège social,
- au montant de son capital social,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- à ses coordonnées bancaires.

À cet effet, le Titulaire fait parvenir à la Direction des Achats de l'EDA, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.

5.3 Protection de l'environnement et développement durable

Le titulaire :

- veille à ce que l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande dont il est attributaire respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur. A défaut de justifications ou à défaut de respect, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire ;
- mène globalement une démarche favorable à l'environnement en prenant en compte les différentes étapes du cycle de vie des fournitures (de leur conception à leur fin de vie) tout en garantissant des fournitures de qualité (aptitude à l'usage et durabilité) ;
- s'il met en œuvre de façon volontaire des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution de l'accord-cadre, il doit être en mesure d'en apporter la preuve ;

Outre la réglementation en vigueur en collectivité, le titulaire respecte les préconisations suivantes :

- optimisation des emballages : emballages recyclables, minimisation du suremballage, réduction des déchets d'emballage... ;
- optimisation des flux logistiques.

5.4 Obligations du titulaire relatives à la sécurité et à la confidentialité

5.4.1 Sécurité intérieure

Compte tenu du contexte sécuritaire national et international, le Ministère des Armées doit se prémunir contre les actes de malveillance, la criminalité, le terrorisme et les actes violents envers les agents militaires et civils. **Aussi, l'ensemble des personnels du titulaire qui interviennent dans le**

cadre de l'exécution de l'accord-cadre, fait l'objet d'une enquête administrative préalable telle que définie dans le code de la sécurité intérieure.

5.4.2 Confidentialité

Le titulaire considère comme strictement confidentiels tout document, toute information ayant trait aux pratiques de l'EdA, aux produits et services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou à ses clients ou toute donnée dont il peut avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Réciproquement, l'EdA s'engage à la confidentialité du prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente. Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés comme de lui-même. Le titulaire est tenu de respecter cette confidentialité conformément à l'article 5.1 du CCAG/FCS sous peine de sanctions.

Le titulaire s'oblige à procéder à la destruction des informations dont il a connaissance dès lors qu'elles ne sont plus nécessaires à la bonne exécution du marché. Sauf indication contraire de l'EdA, cette destruction doit être totale à l'issue du marché.

En cas de violation des obligations mentionnées aux alinéas précédents, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire comme indiqué à l'article 41 du CCAG-FCS.

5.4.3 Données personnelles

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à ne traiter les données personnelles que conformément aux finalités qui ont justifié sa communication par l'EdA. Le titulaire s'interdit notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

Le titulaire s'assure en outre que les données à caractère personnel ne fassent l'objet d'aucune opération de la part d'un prestataire sous-traitant ou d'une personne agissant sous son autorité, autres que celles prévues dans le présent accord-cadre.

Les données à caractère personnel traitées en exécution du présent accord-cadre ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus au présent accord-cadre ou de ceux prévus par une disposition légale ou réglementaire. En tout état de cause, le titulaire ne peut divulguer des tiers les données à caractère personnel dont il a accès dans le cadre du présent accord-cadre, sans autorisation préalable de l'acheteur.

Le titulaire met en place des procédures assurant que les tiers autorisés à accéder aux données à caractère personnel respectent et préservent la confidentialité et la sécurité desdites données. Il s'assure en outre que ces données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent accord-cadre et se porte-fort du respect de cette obligation par son ou ses prestataires.

5.5 Assurance et responsabilité du titulaire

Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation pendant toute la durée de l'accord-cadre. L'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur en cas d'accident, et de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande de l'acheteur.

Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques couverts et sa période de validité.

A défaut de production dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande de l'acheteur, le marché qui lui a été attribué peut-être résilié à ses torts exclusifs, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

Il s'assure que ses éventuels sous-traitants disposent d'assurances ad hoc.

5.6 Personnel du titulaire

Les prestations sont exécutées par le personnel du titulaire sous sa direction. L'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement immédiat du personnel ne satisfaisant pas aux critères de sécurité.

Le titulaire en cas de difficultés ou d'accidents survenant dans l'enceinte militaire lors de la réalisation des prestations, ne peut en rejeter la faute sur l'acheteur ; la responsabilité et la sécurité du personnel lui incombent en totalité.

5.7 Droit et obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, toutes les informations qu'il lui est possible de fournir et qui sont de nature à assurer le plein succès de réalisation des prestations.

L'EdA est tenu d'informer le titulaire des modifications substantielles du contexte du projet ou de ses conditions de mise en œuvre.

L'EdA s'engage à ne pas divulguer d'informations touchant aux prix ou aux conditions d'exécution du titulaire.

L'acheteur s'engage à utiliser les fournitures conformément à leur usage.

ARTICLE 6– GARANTIE et SAV

Le titulaire garantit que les fournitures objet d'un présent accord-cadre à bon de commande sont conformes aux normes européennes et nationales, aux normes de fabrication, aux règles déontologiques de la profession et de qualité loyale et marchande.

Les fournitures sont, au minimum, couvertes par la durée légale de garantie des fournitures.

Les conditions d'échange, de garantie et de SAV sont celles précisées dans les conditions générales de vente du fournisseur à partir de la date de mise en service. Toutefois, les remplacements des fournitures défectueuses, présentant un défaut de matière ou de fabrication, seront à assurer par le titulaire.

En outre, pendant la durée de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'assurer la continuité des types et qualités d'articles proposés lors de la consultation. A défaut, il doit proposer des produits équivalents ou supérieurs, au même prix, et sous réserve d'acceptation préalable de l'acheteur.

La garantie comprend le remplacement gratuit de toutes pièces reconnues défectueuses ainsi que des frais de port, de main-d'œuvre et de déplacement y afférent. Sont exclus de la garantie, les défauts de fonctionnement ou de détérioration du matériel ayant pour origine des causes étrangères à la fabrication.

ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE

En application de l'article 3.6 du CCAG/FCS, et conformément à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution de prestations objet de l'accord-cadre à bons de commande, sous réserve de l'acceptation du/des sous-traitant(s) par l'acheteur.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre à bons de commande est interdite. Le titulaire doit faire accepter chaque sous-traitant, notamment au regard des règles d'habilitation, et faire agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par l'acheteur. En cas de sous-traitance de l'accord-cadre à bons de commande, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution des prestations (directement ou indirectement exécutées par ses sous-traitants).

Le titulaire doit obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Si un sous-traitant est accepté postérieurement à la notification, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance (envoi du DC4) à l'acheteur dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa demande. Tout retard peut donner lieu à l'application d'une pénalité ou une résiliation en cas de sous-traitance occulte.

Au moment de la facturation, en cas de sous-traitant admis au bénéfice du paiement direct, le titulaire indique le montant que l'acheteur doit régler directement au sous-traitant (DC4).

ARTICLE 8 – FACTURATION ET MODALITES FINANCIERES

Le paiement des factures n'intervient qu'après que l'EdA ait admis les prestations (cf. article 4.6 du présent accord-cadre)

8.1 Facturation

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via la plateforme de dématérialisation des factures Chorus Portail Pro (CPP), accessible via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Afin que le traitement de la facture soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes :

- La raison sociale et l'adresse de l'acheteur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- le numéro et la date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro et la date du bon de commande (émis par le système informatique PICO de l'EdA) ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le n° SIRET de l'acheteur (542 085 907 00013) ;
- le code service de l'acheteur tel qu'il est précisé dans le bon de commande (ex : DFR-CCN) ;
- les références du bon de livraison pour les fournitures ou du rapport d'admission pour les prestations ;
- la nature des fournitures livrées/prestations réceptionnées et leur prix unitaire H.T. ;
- les références fournisseurs des fournitures livrées ;
- les taux et montants des taxes, le cas échéant ;
- le montant total H.T. et T.T.C. de la commande, le cas échéant .

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique. De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction Financière et Comptable de l'acheteur - est allongé et la mise en règlement retardée.

Les écarts entre bon de commande et livraison réelle (produits manquants, détériorés...) font l'objet d'un avoir de la part du titulaire.

8.2 Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les trente (30) jours maximums suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 %. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

8.3 Délais de paiement

Les factures établies par le titulaire sont réglées dans un délai ne pouvant excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de l'admission par l'acheteur des fournitures ou des prestations.

8.4 Nantissement et cession de créance

L'EdA délivre au titulaire, sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commandes en nantissement. Toute cession de créances est directement notifiée au comptable de l'EdA par l'établissement cessionnaire.

8.5 Avances et acomptes

En application de l'article 11.1 des CCAG/FCS 2021, une avance peut être accordée pour tout bon de commande dont le montant total est supérieur à 50 000 € H.T. et dont le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le taux d'avance est fixé à 20% du montant total H.T. du bon de commande et est versée sur établissement d'une facture par le titulaire.

Elle est remboursée par précompte sur la facture émise par le titulaire à l'issue de l'entière réception des prestations et après admission de ces dernières par l'EdA.

ARTICLE 9 – PENALITES

Les pénalités font l'objet soit d'une déduction par précompte sur les sommes dues, soit d'une remise effectuée par le titulaire à valoir sur la facture considérée, sans mise en demeure préalable et sans préjudice de l'éventuelle résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant, sont cumulables entre elles et ne peuvent excéder 20% du montant total HT du marché. En cas de retard tout jour/heure commencée est due.

9.1 Pénalités applicables

9.1.1 Pénalité pour retard de livraison

En référence aux délais de livraison indiqués par le titulaire dans son offre, s'il est constaté un retard dans la mise en place attendue, le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par jour de retard, à défaut d'avoir convenu d'un report de délai avec l'EdA.

9.1.2 Pénalité pour emballage non conforme (standard ou dangereux)

En cas d'emballage non-conforme aux spécifications de l'article 7.2 du CCAP, une pénalité de 50 € HT est appliquée par colis et s'ajoute à la facturation à l'identique des frais de ré-emballage par le transitaire de l'EdA (facture fournie à l'appui).

9.1.3 Pénalité pour non-respect du calendrier

Non-respect du calendrier établi et validé pour l'installation des matériels, sauf en cas d'accord écrit de l'acheteur ou de son représentant : 100 € HT par mois de retard par site ;

Détérioration des matériels en place : réparation aux frais du titulaire.

Non-respect des délais d'intervention ou des délais de réparation selon le CCTP ou l'offre du titulaire : 30 € HT par jour de retard non justifié (24h après la date de validation du bon d'intervention).

9.1.4 Autres pénalités

Non-respects répétitifs signalés (par mail et/ou mise en demeure) d'une des clauses du CCAP ou du CCTP, défaut d'alerte en cas de dysfonctionnement impactant l'exécution de l'accord-cadre : 50 € HT par manquement et par jour jusqu'à résolution ;

Non-respect d'un engagement du mémoire technique et/ou une de ses annexes : 50 € HT par manquement et par jour jusqu'à résolution.

Retard dans la production des documents ou informations demandés par l'acheteur, notamment l'attestation d'assurance (article 5.5), la déclaration de sous-traitance (article 7) et au-delà de dix jours calendaires, une pénalité de 100 € HT par jour de retard est due.

9.2 Notification des pénalités

Le montant des pénalités applicables est notifié par l'acheteur au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant de donner une date certaine à l'envoi.

Dans le cas où le titulaire souhaite contester la pertinence ou le montant des pénalités, il dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la notification pour transmettre à l'acheteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, un courrier précisant le(s) motif(s) de sa contestation, accompagné des justificatifs prouvant la nature infondée des pénalités appliquées.

Passé ce délai, le montant de ces pénalités est réputé accepté sans réserve.

ARTICLE 10 – RESILIATION

La résiliation de l'accord-cadre peut intervenir :

- en cas de non-respect des engagements contractuels par le titulaire,
- dans les cas prévus aux articles 39 à 42 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de fournitures courantes et services (CCAG/FCS).

En sus des cas listés supra, l'accord-cadre peut être résilié :

- d'un commun accord des parties : dans ce cas les parties s'accordent sur une date commune ;
- en cas de refus des autorités militaires de délivrance de laissez-passer ;
- en cas d'arrêt ou de modification structurelle de l'activité de l'EdA : le marché est résiliable unilatéralement par l'acheteur de plein droit, sans indemnités pour perte de chiffre d'affaires
- dans le cas d'une décision d'arrêt ou de modification structurelle majeure de son activité commerciale, sous réserve du respect par l'EdA d'un préavis de trois mois.
- En cas de non-respect de la confidentialité des éléments communiqués par l'acheteur

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les parties sont responsables jusqu'à complète exécution de leur engagement contractuel.

ARTICLE 11 – LITIGES ET DIFFERENDS

Le droit français s'applique au présent accord-cadre.

En cas de litige pendant son exécution, le règlement amiable est privilégié. En cas de litiges répétés sans amélioration, l'EdA peut le résilier aux torts du titulaire après envoi d'une mise en demeure.

A défaut d'un règlement amiable, il peut être recherché la solution juridictionnelle devant le tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 12 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX
--

Les dispositions du présent CCAP viennent déroger à certains articles du CCAG/FCS et listés exhaustivement ci-dessous :

CCAP	CCAG/FCS
Article 2 - Pièces contractuelles	Article 4 - Pièces contractuelles
Article 4.6 – Vérification et admission	Articles 27 à 30 - Opérations de vérification
Article 9 – Pénalités	Article 14 – Pénalités
Article 10 - Résiliation	Chapitre 7 – Résiliation (articles 38 à 45)